

canadiennes en Europe au sein de l'OTAN. Par ailleurs, 26 p. 100 étaient d'avis qu'on devrait ramener ces troupes au Canada, et 16 p. 100 n'avaient aucune opinion. Presque la moitié des enquêtés, soit 49 p. 100, approuvaient le plan du gouvernement concernant l'accroissement des dépenses militaires; 34 p. 100 s'y opposaient et 17 p. 100 étaient incertains.

Au mois de mai 1988, dans un sondage commandé par l'Alliance canadienne pour la paix (ACP) et mené par la société Angus Reid Associates Inc., 1 501 Canadiens ont répondu à la question suivante :

Le gouvernement fédéral a récemment annoncé une politique portant sur une augmentation des dépenses militaires d'environ 185 milliards de dollars sur une période de vingt ans. Certains croient que cet argent est nécessaire à la croissance des capacités militaires du Canada à et l'amélioration de sa sécurité. D'autres, par contre, considèrent qu'il serait préférable de consacrer cet argent à l'amélioration de nos services sociaux dans des domaines comme la santé et l'éducation. Qu'en pensez-vous ?

Des personnes interrogées, 31 p. 100 croyaient que cette somme était nécessaire aux forces militaires, 60 p. 100 préféreraient qu'on la consacre aux services sociaux, et 9 p. 100 étaient indécis.

Le sujet le plus controversé abordé en 1987 dans le Livre blanc sur la défense, soit la décision d'acheter de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire (SSN), a aussi fait l'objet de sondages pendant l'année. Entre le 3 et le 17 mai 1988, dans une enquête commandée par le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement (CCCAD), la société Environics Research Group Ltd. demandait à 1 520 personnes quelles étaient leurs réactions à l'énoncé suivant :

Le gouvernement fédéral a l'intention d'acheter une flotte de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire, ce qui coûtera au moins huit milliards de dollars.

Les réactions ont été les suivantes :

très positives	:	9 p. 100
plutôt positives	:	23 p. 100
plutôt négatives	:	24 p. 100
très négatives	:	35 p. 100

huit pour cent des répondants étaient indécis.